



## CARACTÉRISTIQUES DE L'EXPLOITATION (SUITE)

### CAPACITÉS DE STOCKAGE DES EFFLUENTS D'ÉLEVAGE

J'ai besoin d'augmenter les capacités de stockages des effluents d'élevage de mon exploitation. Je précise les éléments suivants (dans la mesure du possible) :

- Type et capacités de stockage actuel : \_\_\_\_\_
- Capacités de stockage à acquérir (à préciser si possible) : \_\_\_\_\_
- Date d'intention de commencement des travaux : \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_\_\_
- Date prévue d'achèvement des travaux : \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_\_\_

Mes capacités de stockage sont proches des capacités requises mais j'ai besoin de vérifier leur conformité par une étude détaillée.

**NB** : Pour l'estimation des capacités de stockage, vous avez la possibilité d'utiliser le Pré-dexel, outil accessible gratuitement et permettant d'estimer les capacités de stockage nécessaires sur l'exploitation. Il est téléchargeable sur le site de l'institut de l'Élevage : [www.idele.fr](http://www.idele.fr) – Onglet « Services » - Rubrique « Outils ».

### DÉROGATION AUX PÉRIODES D'INTERDICTION D'ÉPANDAGE

Je souhaite utiliser la dérogation pour l'épandage des fertilisants azotés jusqu'à la date d'achèvement des travaux et au plus tard jusqu'au 30 septembre 2018 :

- du 1er octobre 2017 au 1er novembre 2017 sur les cultures implantées à l'automne pour les fertilisants de type II
- du 1er septembre 2017 au 15 janvier 2018 sur les cultures implantées au printemps pour les fertilisants de type I

## MENTIONS LÉGALES

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et en particulier ses articles 39 et 40, s'applique à cette publication et me donne droit d'accès et de rectification pour les données me concernant, en m'adressant à la direction gestionnaire. L'article 441-6 du code pénal puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende, le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète.

## ENGAGEMENTS ET SIGNATURE

Je soussigné(e) (nom et prénom)\* :

- **Atteste sur l'honneur**
  - avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité ;
  - l'exactitude des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes ;
  - avoir pris connaissance des sanctions encourues en cas de non respect des dispositions de la décision en vigueur ;
- **m'engage à :**
  - fournir à la DDT(M) les documents nécessaires à l'instruction de mon dossier ;
  - conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années ;
  - accepter et faciliter les contrôles ;
  - **disposer des capacités de stockage requises avant le 1<sup>er</sup> octobre 2018, délai fixé dans l'arrêté du 11 octobre 2016 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables.**

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_\_\_ (obligatoire)

Signature du demandeur du gérant en cas de forme sociétaire, de tous les associés pour les GAEC :

RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION  
NE RIEN INSCRIRE DANS CETTE SECTION

N° DOSSIER : \_\_\_\_\_ DATE DE RÉCEPTION : |\_|\_|/|\_|\_|/|\_|\_|\_|\_|